

Annexe 8 : Mesures destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables

*Rubrique 6.4 du CERFA n°14734*03 de demande d'examen au cas par cas*

L'implantation au sein d'une zone d'activités permet d'éviter la proximité des zones résidentielles et une offre une bonne accessibilité routière, ce qui a permis, lors de la construction de ce site de la société GYS, de maîtriser les problématiques de trafic.

L'extension d'un site existant permet par ailleurs d'optimiser le foncier nécessaire à la création de la surface de stockage supplémentaire.

La présente annexe vise à détailler davantage les mesures destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet, en particulier vis-à-vis de la présence à proximité du captage d'eau potable du Chénôt. Elle distingue la phase de chantier et la phase d'exploitation.

Phase de chantier

1. La construction de l'extension nécessite la suppression d'une haie bordant la limite des deux parcelles formant l'emprise cadastrale du projet. Cette haie, qui ne fait pas l'objet d'une protection au titre du PLUi, sera supprimée en dehors des périodes favorables aux espèces (soit entre octobre et février), afin de limiter le dérangement.
2. La haie à supprimer se situe en limite de la zone de protection rapprochée complémentaire du captage du Chénôt qui impose la compensation de la suppression de haies. Par conséquent, le linéaire supprimé (environ 135 mètres) sera recréé sur la parcelle YE 143 comprise dans le périmètre de protection rapprochée. Il reprendra une composition en essences similaire à la haie à supprimer. L'implantation envisagée de ce linéaire est représentée sur le plan de masse du projet en annexe 4.
3. Le plus tôt possible durant le chantier, le réseau de collecte des eaux pluviales sera mis en œuvre et raccordé au réseau et au bassin de rétention étanche existants (1 600 m³). Dès la création des voiries imperméables, les eaux de ruissellement seront canalisées. Elles seront, à l'instar du fonctionnement actuel du réseau, traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet vers le réseau de la zone d'activités.
4. Des kits antipollution seront présents en permanence sur le chantier afin de pouvoir circonscrire et absorber un éventuel écoulement de produit liquide.
5. Les travaux de terrassement sont très limités puisqu'en grande partie déjà réalisés dans le cadre de la construction initiale du site existant.
6. Toutes les terres excavées ont été conservées sur site. De plus, un apport de chaux a été réalisé afin d'améliorer les capacités de portance du sol en limitant autant que possible l'apport de matériaux extérieurs.

La bonne application de ces mesures sera vérifiée régulièrement tout au long du chantier par la société GYS et/ou son maître d'œuvre.

Phase d'exploitation

1. Lors de la phase d'exploitation du site, la gestion des eaux pluviales sera identique à ce qui en place actuellement. Les eaux pluviales sont collectées dans un réseau dédié. Elles transitent par un bassin de rétention étanche sur le site. Conformément à l'arrêté préfectoral n°2008-A-240 du 04/06/2008 d'autorisation au titre de la loi sur l'eau pour le parc d'activités des Grands Prés, les eaux pluviales de la zone sont ensuite gérées par des bassins de rétention publics. La gestion sera adaptée aux nouvelles surfaces imperméabilisées induites par le projet.
2. Les produits dangereux seront stockés dans des locaux fermés. Aucun risque d'entraînement par les eaux pluviales n'est à attendre.
3. Les ouvrages de gestion des eaux pluviales font l'objet d'une surveillance et d'un entretien régulier afin d'assurer leur bon fonctionnement : vidange du séparateur hydrocarbures, curage du bassin de rétention, inspection visuelle des canalisations enterrées, etc.
4. Le site dispose des moyens nécessaires à la protection contre l'incendie : réserve d'eau d'extinction de 420 m³, deux poteaux incendie alimentés par le réseau public

offrant un débit simultané de 120 m³/h à 1 bar, un dispositif d'extinction automatique (sprinklage), des robinets d'incendie armé (RIA) et des extincteurs. Le bassin de rétention (1 600 m³) joue également le rôle de bassin de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Une vanne de coupure est présente en aval du bassin (avant rejet au réseau public). Ces moyens seront étendus à l'extension, conformément à la réglementation applicable.

5. Le bassin de rétention et de confinement des eaux d'extinction est situé hors du périmètre de protection rapproché du captage.
6. La voie dédiée aux pompiers périphérique à créer sera réalisée en stabilisé bicouche sans bordures et sans regard de collecte des eaux pluviales afin de limiter l'imperméabilisation du sol et de permettre l'infiltration.
7. Le site est raccordé au réseau public d'assainissement des eaux usées.

Le projet prend donc en compte les considérations environnementales dans sa conception, l'exécution du chantier et l'exploitation du site.